

Les subsides

Mais il est bien évident qu'avec tout ce que nous avons dit, notre critique des questions d'emploi et d'immigration, d'autres membres de mon parti et moi-même, nous avons assez affirmé qu'il fallait accroître les chances de formation et d'enseignement au niveau fédéral. D'autre part, et c'est là une question que j'ai abordée à maintes reprises à la Chambre, nous estimons que le gouvernement doit prendre l'initiative d'une concertation avec les autres secteurs de l'économie, pour que nous cessions de traiter cette question de la façon presque fragmentaire adoptée jusqu'ici. S'agissant d'une révolution, il faut en saisir toute l'ampleur, ne pas nous borner à des projets de formation insignifiants, comme nous en avons à l'heure actuelle. Ce n'est pas cela qui répondra aux besoins, et nous l'avons dit à maintes reprises.

[Français]

M. Jean-Guy Dubois (secrétaire parlementaire du ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, ceux qui ont inscrit à l'ordre du jour le texte qui fait l'objet du débat d'aujourd'hui nous ont un peu surpris, car ils appartiennent à un parti qui s'autoaccusait il y a une quinzaine de jours à peine d'être resté accroché à la décennie 1950. Leur propre parti leur disait que toute leur politique était encore celle de 1950. Ce n'est pas surprenant alors de les voir s'enfermer dans la question des changements technologiques et de tenir un langage qui ignore les progrès qui ont pu être accomplis au cours des dernières années et les programmes qui sont sur pied ou en cours de mise en marche justement pour mieux mettre l'économie canadienne au diapason des grandes transformations que la science moderne impose aux nations industrielles qui veulent demeurer au premier plan.

La motion néo-démocrate parle par exemple de consultation avec les employés affectés par les changements technologiques. Monsieur le Président, cette dernière fin de semaine même, le gouvernement du Canada annonçait officiellement la mise sur pied d'un centre canadien de productivité pour lequel Ottawa dépensera 27 millions de dollars et qui sera administré par des représentants des travailleurs et de l'industrie, afin de mieux leur permettre de se consulter et de coordonner leurs activités en vue d'assurer à l'industrie canadienne une adaptation efficace aux changements technologiques qui vont continuer de transformer nos entreprises. Alors, la motion d'aujourd'hui ainsi que le document que leur parti publiait en fin de semaine tombent comme une grosse roche au fond de l'eau, et elle ne remontera sûrement pas cette roche-là parce qu'ils ont manqué complètement leur coup.

Je ferai porter plus loin, monsieur le Président, l'essentiel de mes propos d'aujourd'hui sur la formation et le recyclage des travailleurs dans les professions nouvelles, puisque c'est là l'un des principaux points de la motion néo-démocrate, en démontrant que, par ce nouveau programme de formation des travailleurs, ce qui comprend notamment l'élément de la Caisse d'accroissement des compétences professionnelles et celui du système de projection des professions au Canada en plus des cours de formation proprement dits, on met à la disposition des Canadiens le véhicule nécessaire pour les conduire à destination, c'est-à-dire aux emplois de demain.

Et le thème de mon intervention, ce message si l'on veut, monsieur le Président, que j'adresse à tous les Canadiens, mais surtout aux employeurs et à tous les travailleurs, est celui-ci: Il est temps de monter à bord. Oui, car beaucoup de programmes et de services existent déjà et si c'est le rôle du gouvernement

de les mettre en place, il appartient aux employeurs et aux travailleurs d'en profiter au maximum. Je dois avouer aussi, monsieur le Président, que la formule de mon appel n'est pas de mon cru et qu'elle m'a été inspirée par un expert qui partage évidemment mes vues soit M. Pierre J. Janniot, vice-président général de la société Air Canada qui a écrit pour le numéro de septembre dernier de la Revue internationale de gestion un article intitulé: L'entreprise face à la révolution micro-électronique—Il est temps de monter à bord. L'auteur signale que le domaine de la micro-électronique subit actuellement une évolution extrêmement rapide qui oblige les individus autant que les entreprises à s'adapter à de nouvelles conditions de vie et de travail. Il ajoute que l'accessibilité accrue de l'informatique provoquera des changements encore plus profonds dans le monde du travail que l'accessibilité accrue de l'informatique provoquera des changements encore plus profonds dans le monde du travail, forçant les gouvernements, les employeurs ainsi que les syndicats à une concertation de survie.

Monsieur le Président, le mot «survie» n'est certes pas trop fort et, d'autre part, nous n'avons pas le choix entre le *statu quo* qui nous ferait périlcliter puis bientôt sombrer dans la pauvreté collective et l'engagement dynamique dans les nouvelles formules qui vont continuer de transformer le monde à un rythme sans doute encore plus rapide, nous permettant ainsi de tenir notre bout et même de battre la marche, car il ne faut pas oublier que le Canada, dans nombre de ces disciplines, est déjà au premier rang des nations industrielles et exporte aussi bien ses connaissances que ses produits.

Le gouvernement du Canada dépensera, au cours de l'année 1984-1985, pour ses programmes de formation, la somme de 1 milliard 168 millions de dollars, ce qui profitera à plus de 275,000 Canadiens. Environ la moitié de ceux-ci seront des jeunes et quelque 25 p. 100 des femmes pour lesquelles des avantages spéciaux sont également prévus. Cette possibilité résulte d'une loi adoptée ici même, à la Chambre, il y a deux ans. Depuis, avec la collaboration des provinces, de l'entreprise privée, des syndicats ainsi que des maisons d'enseignement, on a mis sur pied un nouveau programme de formation des travailleurs. Et je dirai en passant, monsieur le Président, que la province de Québec, dont j'origine, en retirera 275.9 millions de dollars cette année.

Monsieur le Président, je disais au début de mes remarques qu'un élément important de ce nouveau programme de formation est la Caisse d'accroissement des compétences professionnelles dont une importante partie des fonds sert à l'achat d'équipement nécessaire à la formation hautement spécialisée dans le domaine de la micro-informatique, de la robotique et de toutes les innovations technologiques. Voilà, monsieur le Président, une situation que le gouvernement du Canada a mise en place avec des collaborateurs pour faire en sorte que nos étudiants dans les CEGEP, au sein des commissions scolaires, puissent répondre à la demande des employeurs dans le domaine des nouvelles technologies, et parce qu'il faut créer de nouveaux programmes pour faire en sorte d'avoir les éléments nécessaires au sein de nos institutions d'enseignement, et c'est ce que le gouvernement du Canada fait par la Caisse d'accroissement des compétences professionnelles. Je donnerai quelques exemples de projets qui ont été annoncés dans le passé, principalement dans la province de Québec, mais n'oublions pas qu'il y en a eu dans tout le Canada.